|  |
| --- |
| **Les objectifs, les actions et moyens de l'Etat sont-ils à la hauteur de l'urgence environnementale ?**  **Juridictions financières** |

*Ce questionnaire destiné à la Cour des comptes a pour objectif principal d’éclairer les choix de carrières des étudiants qui souhaitent s’orienter vers le service public pour agir face à l’urgence environnementale. Cette démarche de questionnement poursuit également l'objectif de mieux faire connaître les institutions de la République auprès des étudiants et plus largement de l’ensemble des citoyens. Dans ce cadre, nous vous proposons, à titre liminaire, de décrire en quelques lignes les missions et le fonctionnement de votre institution, qui accompagnera la publication de vos réponses. A défaut, nous pourrons réaliser cette présentation.*

# I. La question environnementale dans l’organisation des juridictions financières

## Organisation et gouvernance

* L’urgence environnementale fait-elle partie des orientations stratégiques internes et externes (contrôles, évaluations) aux chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC) et à la Cour des comptes ?
* La question de l’environnement est-elle évoquée/débattue au sein de votre juridiction ?
* Les juridictions financières sont-elles pourvues d’une ou plusieurs personnes responsables des enjeux environnementaux ? Au sein de la Cour des comptes, à quel échelon hiérarchique se trouve-elle ? A quels processus de décision est-elle formellement associée ? Comment est-elle choisie ? De quelle formation et moyens dispose-t-elle ? Quelle influence a-t-elle, d’une part, sur le fonctionnement de votre institution et, d’autre part, sur les orientations et objectifs fixés ?
* Comment les enjeux environnementaux sont-ils pris en compte entre les différentes chambres de la Cour des comptes ? Avez-vous des postes de coordonnateurs/facilitateurs pour diffuser et coordonner les actions et réflexions ?

## Évaluation et réduction des impacts environnementaux (climat, biodiversité, ressources naturelles…) du fonctionnement de votre institution

* Quels sont les principaux impacts de votre institution (dans ses achats, le déplacement des agents, la restauration, etc ) sur l’environnement ?
* Votre institution évalue-t-elle l’impact environnemental de son fonctionnement interne à l’aide de méthodes quantitatives (analyse de cycle de vie, bilan carbone) ? Si oui, quelles sont-elles ?
* Avez-vous des objectifs de réduction de votre empreinte écologique ? Quelles actions menez-vous pour les atteindre (rénovation thermique des bâtiments, sensibilisation interne) et quels sont les résultats de ces actions ?

## Formation et participation des magistrats et agents des juridictions aux enjeux écologiques

* Compte tenu de la complexité et de la transversalité des questions environnementales, l’ensemble des magistrats et agents des juridictions financières ont-ils accès à une formation sur les sujets climat, ressources et biodiversité au cours de leur carrière ? Estimez-vous qu’ils sont assez formés pour inclure de manière systématique et transversale la question environnementale dans les activités de contrôle et d’évaluation ? Recrutez-vous des profils avec des compétences spécialisées sur ces sujets ?
* Encouragez-vous les membres de votre institution, à tout échelon hiérarchique, à participer aux réflexions autour de l’activité de votre organisation et ses grandes orientations, au vu de l’urgence environnementale (groupes de travail, possibilité de mener des projets sur des enjeux environnementaux, anticiper les mutations des activités de la juridiction, élaboration de nouvelles méthodes de contrôle et d’analyse) ?

# II. La question environnementale dans les travaux des juridictions financières

## Évaluation des politiques publiques

* Combien de temps et de moyens la Cour des comptes dédie-t-elle à l’analyse et l’évaluation des politiques publiques par rapport aux autres activités (jugement, certification, contrôle) ? Qu’en est-il pour les Chambres régionales et territoriales des comptes ? Comment la Cour des comptes décide-t-elle des administrations et organismes publics à évaluer ?
* Sur l’ensemble des évaluations réalisées, combien sont-elles dédiées directement et indirectement à la transition écologique (climat, biodiversité, ressources naturelles, pollutions, ... ) ? Combien d’évaluation sont commandées par le Gouvernement et le Parlement ? Quelle est l’évolution sur les vingt dernières années ? Pouvez-vous donner des exemples ?
* Lorsque l’initiative de l’évaluation relève de la Cour des comptes, comment décide-t-elle des thématiques à analyser ?
* Quels sont les outils et les méthodologies utilisés pour évaluer la soutenabilité environnementale des politiques publiques ? Cette méthodologie est-elle mise en œuvre de manière systématique et transversale lors des évaluations réalisées par la Cour des comptes ?
* Dans quelle mesure l’évaluation et l’analyse des politiques publiques permettent-elles à la Cour des comptes d’évaluer l’efficacité et l’efficience de la dépense publique en vue d’atteindre les objectifs environnementaux que la France s’est fixés (Stratégie Nationale Bas Carbone, Stratégie Nationale pour la Biodiversité, Objectifs du Développement Durable) ?
* Vos recommandations en matière environnementale sont-elles suivies d’effet ? Si non, pour quelles raisons ? La Cour des comptes dispose-t-elle de moyens pour permettre une mise en œuvre ?
* Faites-vous appel à des experts sur des sujets environnementaux ? Si oui, lesquels ?

## Contrôle de l’utilisation des ressources publiques

* Combien de temps et de moyens la Cour des comptes dédie-t-elle aux activités de contrôles des administrations et organismes publics par rapport aux autres activités (jugement, certification, évaluation) ? Qu’en est-il pour les Chambres régionales et territoriales des comptes ?
* Comment la Cour des comptes décide-t-elle des administrations et organismes publics à contrôler ?
* Sur l’ensemble des contrôles réalisés, combien sont-ils dédiés directement et indirectement à la transition écologique (climat, biodiversité, ressources naturelles, pollutions, ... ) ? Quelle est l’évolution sur les vingt dernières années ? Pouvez-vous donner des exemples ?
* Quels sont les outils et les méthodologies utilisés pour contrôler la soutenabilité environnementale des dépenses publiques ? Cette méthodologie est-elle mise en œuvre de manière systématique et transversale lors des contrôles réalisés par la Cour des comptes et les CRTC ?
* Votre analyse se base-t-elle sur les éventuels exercices de budgétisation verte réalisés par les administrations afin de recenser les dépenses publiques défavorables à l'environnement (subventions aux énergies fossiles, etc... ) et celles concourant à l’atténuation ou à l’adaptation climatique, à la lutte contre l’artificialisation des sols ou la protection de la biodiversité ? Si tel n’est pas le cas, quelles sont les limites et les leviers à l’appropriation d’un budget vert ? Comment tendre vers une éco-rationalisation des choix budgétaire ?
* Quelles sont les dépenses publiques, y compris les dépenses fiscales, les plus favorables et défavorables pour la protection de l’environnement ?

## Relations avec le Parlement et les citoyens

#### Parlement

* S’agissant du vote de la loi de finance, dans quelle mesure la budgétisation verte permet-elle au Parlement de disposer d’une vision globale et pluriannuelle de l’ensemble des dépenses de l’Etat pour contrôler la soutenabilité environnementale des dépenses publiques et ainsi donner son autorisation parlementaire ? Quelles sont les limites et solutions envisagées ?
* S’agissant du vote de la loi de règlement, dans quelle mesure l’évaluation de l’emploi des crédits budgétaires de l’Etat, qui relève des notes d’analyse de l’exécution budgétaire, permet-elle au Parlement d’apprécier l’efficacité et l’efficience de la dépense publique en vue d’atteindre les objectifs environnementaux que la France s’est fixés ? Quelles sont les limites et solutions envisagées ?

#### Etat et Collectivités territoriales

* La France dispose-elle d’un instrument de projection budgétaire à moyen-long terme qui mobiliserait efficacement l’État et les collectivités territoriales en faveur de la protection de l'environnement et l'atteinte des objectifs environnementaux ?
* La Cour des comptes réalise-t-elle une analyse pluriannuelle de la soutenabilité environnementale des dépenses de l’Etat et des collectivités territoriales ?

#### Citoyens et entreprises

# De quelle manière associez-vous les citoyens aux travaux de la Cour s’agissant des enjeux environnementaux ?

* Communiquez-vous de manière publique la liste des experts consultés et des avis sollicités, notamment lors de l’évaluation des politiques publiques ?
* L’accessibilité et l'intelligibilité des rapports produits par la Cour des Comptes s’agissant des enjeux environnementaux font-elles l’objet d’une attention particulière ?
* Quel rôle peut/doit jouer la fiscalité pour orienter le comportement des citoyens vers des modes de vie plus sobres et vertueux ? A ce titre, la fiscalité environnementale en France est-elle assez développée et pensée en complémentarité avec d’autres politiques publiques ?

# 